

INSTRUCTION

N° 02-041-M0 du 3 mai 2002

NOR : BUD R 02 00041 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

MODALITÉS DE COMPTABILISATION DES DOTATIONS DE L'ÉTAT ET DES AVANCES SUR LE PRODUIT DE FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

ANALYSE

Simplification des procédures et suppression de l'emploi de l'état P503.

Date d'application : 03/05/2002

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE ;
COMPTABILITÉ ; COMPTABLE DU TRÉSOR ; ORDONNATEUR

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 19

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

La présente instruction a pour objet de diffuser la circulaire interministérielle Intérieur/Finances n° NOR INT B 0200106C du 12 mars 2002. Cette dernière donne la possibilité aux comptables et aux ordonnateurs de simplifier les modalités de comptabilisation des versements de l'Etat en permettant aux ordonnateurs de procéder à l'émission d'un titre annuel de recettes dès connaissance du montant des versements à venir.

Le titre sera émis aux comptes de classe 7 concernés par le débit d'un compte 44312 "Opérations particulières avec l'Etat et les collectivités publiques / recettes" en M14 et M52 et par le débit du compte 468 "débiteurs divers" en M51.

Le titre sera émargé chaque mois par un crédit au compte 44312 ou au compte 468 dès réception de l'avis de règlement 0.402.

Cette procédure évitera un recours systématique aux P503 pour des versements de l'Etat de même montant et répétitifs.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction générale de la comptabilité publique sous le timbre du bureau 6C, pour ce qui concerne le ministère des Finances et à la direction générale des collectivités locales sous le timbre du bureau du bureau des budgets locaux, pour ce qui concerne le ministère de l'Intérieur.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Circulaire interministérielle Intérieur/Finances n° NOR INT B 0200106C du 12 mars 2002 ouvrant aux comptables et aux ordonnateurs la possibilité de simplifier les procédures de comptabilisation relatives aux versements récurrents de l'Etat et de supprimer l'emploi de l'état P503.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Direction générale
des collectivités locales**

*Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière*

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

**Direction générale
de la comptabilité publique**

Bureau 6C

Paris, le 12 mars 2002

Le ministre de l'intérieur

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie

à

Mesdames et Messieurs les préfets
Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux

OBJET : Modalités de comptabilisation des dotations de l'Etat et des avances sur le produit de fiscalité directe locale.

Les versements de l'Etat aux collectivités locales sont effectués selon des procédures et mécanismes divers.

Un certain nombre de recettes font l'objet d'attributions mensuelles par douzièmes de janvier à décembre. Il s'agit principalement des avances sur le produit de la fiscalité directe locale et de la dotation globale de fonctionnement.

Par ailleurs, des attributions font l'objet d'un versement unique, par exemple lors de la prise en charge des rôles autres que les rôles généraux et complémentaires ou celles du fonds départemental de la taxe professionnelle ou bien encore les attributions pour le fonds commun de la redevance des mines.

Actuellement, les versements de recettes par l'Etat aux collectivités locales sont encaissés par les receveurs municipaux sans émission préalable de titres par l'ordonnateur.

ANNEXE (suite et fin)

Le comptable enregistre au fur et à mesure les encaissements sur un compte d'imputation provisoire et établit un état P503 de recettes perçues avant émission des titres. Cet état, accompagné des documents justificatifs des recettes perçues, est transmis à l'ordonnateur. Ce dernier, après contrôle de l'exactitude des inscriptions portées sur l'état P503, émet les titres correspondants.

Afin de simplifier la procédure de comptabilisation relative aux versements de l'Etat et supprimer les transmissions successives entre ordonnateurs et comptables, l'émission d'un titre annuel de recettes pourra être établi par l'ordonnateur dès la connaissance par ce dernier du montant des versements de l'Etat, soit par notification du directeur des services fiscaux, soit par arrêté préfectoral.

Il sera émargé chaque mois lors de la réception des fonds.

En cas de modification en cours d'exercice des montants alloués par l'Etat, un titre rectificatif sera établi par l'ordonnateur au plus tard en fin d'année du même exercice budgétaire.

L'emploi du P503 ne sera plus utilisé que pour les subventions reçues et toutes les recettes non répétitives de manière certaine.

Pour le ministre de l'intérieur
et par délégation

Le directeur général
des collectivités locales

Pour le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie
et par délégation

Le directeur général de la
comptabilité publique

Dominique BUR

Jean BASSERES